



Réponse à la consultation publique sur la décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales

Samsung Electronics France

Introduction générale

Samsung France souhaite répondre à la consultation publique relative à la décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales, lancée par l'ARCEP du 28 juillet 2022 au 30 septembre 2022.

Dans nos propos préliminaires, nous tenons à attirer votre attention sur les récentes annonces de Samsung Electronics Corporation quant à la nouvelle stratégie environnementale à l'échelle mondiale, qui s'appuie sur différentes priorités complémentaires :

- Atteindre l'objectif de zéro émission de carbone, directe et indirecte d'ici 2050 ;
- Proposer des produits plus économes en énergie et en ressources afin de donner aux consommateurs les moyens d'adopter un mode de vie plus respectueux de l'environnement ;
- Investir dans des technologies innovantes et les développer pour proposer des produits qui seront plus respectueux de la planète ;
- Appliquer la technologie de captage du carbone et de purification de l'air.

Cet effort global traduit l'ambition du groupe de continuer à s'associer aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique. Samsung Electronics a également adhéré à RE100, une initiative internationale visant à tendre vers la production de 100 % d'énergie renouvelable. Dans le cadre de cet engagement, notre entreprise prévoit de répondre aux besoins en énergie électrique avec des énergies renouvelables dans tous les marchés internationaux où elle opère¹ et ce dans un délai de cinq ans.

Convaincus que l'urgence climatique doit être la priorité de tous, nous soutenons la volonté des décideurs publics d'améliorer la transparence du marché au sein duquel nous opérons et l'information des consommateurs quant à l'empreinte environnementale des équipements numériques.

¹ En dehors de la Corée

Nos réponses

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux fabricants d'équipements terminaux ?

Le nouveau seuil de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires permet d'inclure un plus grand nombre d'acteurs présents sur le marché des terminaux. Nous considérons qu'il est important que le Baromètre de l'empreinte environnementale s'adresse au plus large spectre d'opérateurs économiques possible afin que les résultats de l'étude soient les plus représentatifs de la réalité du secteur. A ce titre, nous recommandons dès maintenant d'inclure les reconditionneurs au sein du scope du Baromètre.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la représentativité des marchés considérés, compte tenu du seuil proposé ?

Comme précisé dans la réponse à la question 1, nous estimons que pour obtenir une vision exemplaire de l'impact environnemental du numérique, il est nécessaire de prendre en compte les reconditionneurs dès la première édition du Baromètre. Il s'agira alors de confronter ces résultats à l'étude ADEME, publiée en septembre 2022, qui visait à évaluer l'impact environnemental des produits reconditionnés pour connaître et améliorer les pratiques afin d'augmenter les bénéfices environnementaux.

Pour maximiser les bénéfices environnementaux, le reconditionnement doit être si possible, local, durable et réalisé le plus tard possible dans la vie de l'équipement. Le Baromètre pourra ainsi pallier le déficit d'informations dont nous disposons aujourd'hui pour analyser l'impact environnemental de ce secteur directement lié au marché des terminaux neufs, sans lesquels il ne pourrait pas y avoir de reconditionné.

Question 3 : Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

a) S'agissant des émissions de gaz à effet de serre

Rappelons que plusieurs obligations prévues par le droit français obligent d'ores et déjà les entreprises à fournir des données. C'est le cas de l'article L.229-25 du Code de l'environnement, qui soumet les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre ou encore les articles L.2312-17, L.2312-18 et L.2312-36 du Code du travail, relatifs à l'obligation d'établir, pour les entreprises de plus de 50 salariés, une base de données économiques, sociales et environnementales et à son contenu.

En outre, des travaux sont en cours au niveau européen dans le cadre du texte Eco Design for Sustainable Products Regulation, qui doit in fine prévoir que les actes délégués subséquents intègrent des informations relatives à l'empreinte environnementale et/ ou carbone du produit.

Nous appelons donc l'ARCEP à coordonner ses travaux de collecte d'information avec ceux des autorités européennes.

Si l'ARCEP souhaite collecter des indicateurs complémentaires à ceux d'ores et déjà publiés, nous souhaiterions connaître les définitions et modes de calculs de ces indicateurs :

- A ce jour, nous comprenons qu'il s'agit d'émissions mondiales de production, rapportées à la taille du marché français. Cela nous semble représentatif de la réalité, dans la mesure où la production des terminaux n'a pas lieu en France. Nous attirons néanmoins l'attention de



l'ARCEP sur les enjeux d'homogénéité et de consolidation des émissions qui seront collectées auprès des différents fabricants d'équipements terminaux.

- Afin d'estimer le nombre de produits de première utilisation et/ou leurs émissions de CO₂, nous recommandons de collecter ces données auprès de l'ADEME, données que les fabricants déclarent chaque année, conformément à la réglementation en vigueur.
- Enfin, les données liées au reconditionnement (nombre d'unités comme bilan environnemental) devraient être collectées directement auprès des entreprises du reconditionnement.

b) S'agissant du volume de terres rares et métaux précieux utilisés pour la fabrication des terminaux vendus sur le marché français

L'article 13 de la loi AGEC prévoit que les importateurs et producteurs de produits générateurs de déchets devront informer les consommateurs par tout procédé approprié, de leurs qualités et caractéristiques environnementales, notamment l'incorporation de métaux précieux ou de terres rares, en cohérence avec le droit de l'Union européenne. Cette obligation entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2023.

c) S'agissant des volumes de vente de terminaux neufs par taille des écrans et technologie, le cas échéant

Les fabricants déclarent de manière précise le nombre et type de terminal mis sur le marché auprès de l'ADEME. Nous suggérons ainsi que l'ARCEP se rapproche de l'ADEME pour consolider ces données.

Si l'ARCEP souhaite toutefois obtenir des données directement des fabricants, il est important de limiter au maximum les sous-segments demandés. Il nous semble nécessaire d'agréger les données et de ne pas raisonner par modèle.

d) S'agissant du nombre de terminaux utilisés sur le marché français et la durée totale d'utilisation des modèles de terminaux

Nous ne disposons pas de ces données et aucun logiciel tracker ne peut être mis en place à ce jour.

e) S'agissant de la puissance électrique des terminaux en veille et en fonctionnement le cas échéant

Tous les équipements électroniques soumis à l'étiquette énergie sont déjà accompagnés de ces informations liées à la puissance électrique du terminal en veille et en fonctionnement. Notons également que les smartphones et les tablettes seront eux aussi très prochainement soumis à l'étiquette énergie. Ces données sont ainsi disponibles. L'élaboration d'un outil de collecte et d'analyse automatique des données déjà existantes est essentiel pour garantir la fiabilité des données recueillies et ainsi éviter les erreurs de saisie.

f) S'agissant du nombre de téléphones mobiles collectés en France pour le reconditionnement

Aujourd'hui, le processus de comptage des téléphones mobiles collectés pour être transformés en smartphones reconditionnés n'est ni suivi, ni normé. Nous invitons les pouvoirs publics à combler ce vide qui permettra de connaître les quantités d'import de produits reconditionnés, par rapport aux produits neufs.

g) S'agissant du nombre de téléphones mobiles collectés en France pour recyclage

Cette donnée n'est actuellement pas disponible.

h) S'agissant du nombre de téléphones mobiles vendus reconditionnés



Samsung ne propose aucun téléphone reconditionné à la vente en France, raison pour laquelle nous suggérons à l'ARCEP d'inclure les reconditionneurs au présent Baromètre pour recueillir ces données que nous ne pouvons pas fournir.

Question 4 : L'Arcep envisage de collecter des informations sur les ventes de terminaux en fonction de leur capacité de stockage. Avez-vous des remarques concernant cette possibilité ?

Nous conseillons à l'ARCEP de solliciter Copie France qui reçoit les déclarations des mises sur le marché des terminaux soumis à la rémunération pour Copie Privée, avec le détail des ventes par capacité de stockage.

Question 5 : L'Arcep pourrait envisager, à l'avenir, de collecter les données d'analyse de cycle de vie par modèle d'équipements terminaux mentionnés et les ventes associées. Avez-vous des remarques sur cette possibilité ? Pour les fabricants de terminaux en particulier, disposez-vous de ce type de données (ACV et ventes) et avec quelle granularité (par modèle, par catégorie d'équipements, etc.) ?

Nous appuyons sur la nécessité de travailler en collaboration avec les éco organismes pour les produits neufs mis sur le marché et inclure les reconditionneurs si l'ARCEP souhaite obtenir ces données et par grande catégorie d'équipements plutôt que par modèle.

Par ailleurs, si l'ARCEP a pour volonté d'obtenir des informations sur le parc actif de certains appareils, comme les téléphones portables, il nous semble nécessaire de solliciter les opérateurs (cartes SIM actives). Nous souhaitons toutefois alerter sur les enjeux de la protection de données des consommateurs.

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?

Pour rendre compte de l'impact environnemental du numérique, il nous semble important de communiquer de manière consolidée, en restant sur des indicateurs génériques qui devront être expliqués avant d'être analysés. En effet la consolidation de données collectées auprès d'un grand nombre d'acteurs différents constitue toujours un risque pour la fiabilité du baromètre final.

Nous recommandons fortement à l'ARCEP d'associer les contributeurs et les associations professionnelles dans la revue de ce baromètre et de son analyse afin de pouvoir contribuer à la fiabilité des résultats qui seront publiés in fine.

Question 15 : Quels seraient, selon vous, les acteurs auxquels les prochaines collectes devraient s'adresser en priorité (équipementiers réseaux, éditeurs de systèmes d'exploitation, fabricants d'équipements IoT, opérateurs de satellites, fournisseurs de services de communications au public en ligne, etc.) ?

Nous considérons qu'une étude réellement représentative doit inclure les places de marché et le marché des reconditionneurs, qui devraient dès à présent figurer dans le Baromètre ce qui permettrait d'avoir une vision plus précise de l'impact environnemental du numérique.